

—A LA UNE

Jeudi 12 août 2010

—La hantise irrationnelle de l'endettement public

*Le sacrifice de dépenses cruciales dans le seul but de réduire les déficits est un non-sens.
La croissance issue des investissements publics augmente les revenus fiscaux.*

—joseph e. stiglitz*

La Grande récession de 2008 a touché les coins les plus reculés de la planète. Ici en Australie on la qualifie de crise financière mondiale. Kevin Rudd, Premier ministre au moment où elle a frappé, a mis en place l'un des meilleurs plans de relance économique keynésiens. Il a réalisé qu'il fallait réagir précocement, avec de l'argent qui serait dépensé rapidement, tout en sachant que la crise risquait de durer. Aussi la première partie de ce plan consistait-elle en subventions d'exploitation, suivies par des investissements plus longs à mettre en place.

Son plan a bien fonctionné: en Australie la récession a été la plus courte et la moins grave de tous les pays développés. Mais paradoxalement l'attention s'est portée sur le fait qu'une partie des sommes consacrées aux investissements n'a pas été dépensée aussi bien qu'il aurait fallu et sur le déficit budgétaire dû à la crise et aux mesures gouvernementales.

Certes, il faut s'assurer que l'argent est employé à bon escient, mais les êtres humains et les institutions qu'ils créent sont faillibles, et le contrôle de l'utilisation de l'argent a un coût. Pour le dire dans le jargon des économistes, en termes de rentabilité les coûts marginaux associés à une dotation financière (pour réunir les informations sur les bénéfices relatifs de différents projets et contrôler les investissements) ne doivent pas dépasser les bénéfices marginaux. Autrement dit, il faut éviter de gaspiller trop d'argent à prévenir le gaspillage.

— Actuellement on se focalise sur les gaspillages du secteur public, alors qu'ils ne représentent pas grands choses en comparaison de ceux qui résultent du mauvais fonctionnement du secteur financier privé, des gaspillages qui en Amérique se comptent déjà en milliers de milliards de dollars. De la même manière, les gaspillages dus à une utilisation incomplète des ressources de la société (conséquence inévitable d'un plan de relance tardif et d'ampleur insuffisante) dépassent largement ceux du secteur public. Pour un Américain, il est assez amusant de voir les Australiens s'inquiéter de leur déficit budgétaire, moins de la moitié du déficit américain en pourcentage du PIB, et de leur dette publique qui croit au moins trois fois moins vite (en terme brut).

L'obsession de la dette publique est irrationnelle, car elle ne constitue qu'un aspect du bilan financier d'un pays. Réduire les investissements d'importance cruciale (par exemple dans l'éducation, les infrastructures et la technologie) dans le seul but de réduire le déficit est un non-sens, en particulier pour un pays comme l'Australie, faiblement endetté. Si l'on se préoccupe à juste titre de la dette publique à long terme, cette obsession du déficit tourne à l'absurde, car le supplément de croissance résultant des investissements publics accroît les revenus fiscaux. Il y a un autre paradoxe: certains des Australiens qui critiquent les déficits, critiquent également les propositions d'augmentation de la fiscalité sur l'activité minière. L'Australie a la chance d'être bien dotée en ressources naturelles, notamment en minerai de fer, des ressources qui appartiennent à son patrimoine, donc à toute la population. Mais partout les compagnies minières tentent de faire main basse sur ces ressources sans rien donner en échange, ou le moins possible. Les compagnies minières veulent un retour sur investissement assez conséquent. Or celles présentes dans

le secteur du minerai de fer ont réalisé de jolis bénéfices quand le cours du minerai a flambé (il a presque doublé depuis 2007). L'augmentation de leurs bénéfices n'est pas due à des prouesses techniques de leur part, mais à l'énorme demande chinoise en métal.

Il n'y a aucune raison que des bénéfices dus à la hausse des cours reviennent exclusivement aux compagnies minières, ils doivent être partagés avec les citoyens australiens grâce à une taxe appropriée. L'argent ainsi récolté devrait être versé à un fond spécifique consacré aux investissements. Car le pays doit augmenter son capital matériel et humain pour compenser la diminution de ses ressources naturelles.

Un autre facteur intervient de manière moins visible, le réchauffement climatique. S'il n'était peut-être pas un négationniste du réchauffement, le précédent gouvernement australien du Premier ministre John Howard avait la même attitude que le président Bush en la matière: c'est aux autres de prendre la responsabilité de la survie de la planète.

C'était d'autant plus surprenant que l'Australie avait été l'une des grandes bénéficiaires de la Convention de Montréal qui interdit les gaz destructeurs de la couche d'ozone. Or les trous dans cette couche exposaient plus particulièrement les Australiens à des cancers dus aux radiations. La communauté internationale dans son ensemble a interdit ces substances et les trous dans la couche d'ozone se referment maintenant. Malgré cela, comme celui de Bush, le gouvernement de Howard était prêt à exposer toute la planète aux risques liés au réchauffement climatique qui menace l'existence même de nombreuses îles-états. Rudd a fait sa campagne sur la promesse de revenir sur cette position, mais l'échec du sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique en décembre dernier – lorsque le président Obama a refusé de s'engager au nom des USA – a mis son gouvernement dans une position difficile. L'absence du leadership américain en ce domaine est lourde de conséquences au niveau mondial.

Les citoyens doivent prendre en compte l'héritage qu'ils laisseront à leurs enfants. La dette financière en fait partie, et l'état de l'environnement aussi. Il est contradictoire de prétendre d'un côté se préoccuper de l'avenir et de l'autre de ne pas faire grand chose face à la diminution des ressources naturelles et ne pas prendre en compte de la dégradation de l'environnement. Et il est encore plus grave de ne pas laisser nos enfants de bonnes infrastructures et de ne pas faire les investissements publics nécessaires pour être concurrentiel au XXIe siècle.

Tous les pays sont confrontés à ces problèmes. On les voit parfois plus clairement en observant la manière dont les autres y font face. Le vote des Australiens lors des prochaines élections pourrait être une indication de la manière dont les choses vont évoluer. Espérons que dans leur propre intérêt et dans celui du monde, au-delà des questions de personne et de la rhétorique à la mode, ils perçoivent les enjeux réels.

***Prix Nobel d'économie**

Project Syndicate